

Comment la Chine tire les ficelles de l'Organisation mondiale de la santé

ENQUÊTE - Profitant du retrait américain vis-à-vis du système multilatéral, la Chine pousse ses pions et ses candidats aux postes stratégiques pour imposer ses normes.

Par **Isabelle Lasserre**

Publié le 9 avril 2020 à 19:49, mis à jour hier à 09:55



L'Organisation mondiale de la santé (ici, son sigle et son nom écrit en chinois devant le siège à Genève) est accusée par les Américains et suspectée par les Européens d'avoir minimisé le nombre de morts de l'épidémie à Wuhan pour ne pas froisser Pékin. *FABRICE COFFRINI/AFP*

La guerre froide qui oppose les États-Unis à la Chine a franchi une nouvelle étape en s'installant à l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé. Donald Trump, dont le pays est le principal contributeur de cette institution des Nations unies, a menacé de s'en retirer pour protester contre le biais pro-chinois de son directeur, l'Éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Le président américain et les sénateurs républicains reprochent à l'OMS d'avoir sous-estimé l'importance de l'épidémie, de s'être rendue «complice» de la «flagrante opération de dissimulation» du Covid-19. Sous la pression de la Chine, l'OMS n'a pas déclaré l'urgence internationale fin janvier et a critiqué l'Administration américaine quand elle a fermé les frontières du pays aux voyageurs venant de Chine. Elle a repris sans aucune distance les éléments de langage du Parti communiste chinois. Pire: son président n'a eu de cesse de féliciter les autorités chinoises pour leur «transparence» depuis le début de la crise! Quand on sait à quel point les autorités chinoises ont menti, en cachant l'épidémie puis en minimisant le nombre de morts, on ritait, si la période n'était pas si grave, des formules d'apparatchik du président de l'OMS.

Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a exhorté Donald Trump à «ne pas politiser le virus», affirmant qu'il sera toujours temps, quand la crise sera terminée, de «revenir en arrière» sur l'action des acteurs. Mais l'influence chinoise dans certaines branches des Nations unies, dont l'OMS, est devenue si évidente que beaucoup, pas seulement au sein de l'Administration américaine mais aussi en Europe, considèrent qu'il faut la dénoncer.

La Chine pousse ses pions

Depuis le début des années 2010, elle ne fait que grossir. En pleine croissance, la puissance chinoise tente alors d'occuper la place sur la scène internationale, et la prise de pouvoir au sein des grandes organisations est un bon moyen de le faire. Profitant du retrait américain vis-à-vis du système multilatéral, la Chine, tout en se faisant discrète dans l'enceinte la plus médiatique de l'ONU, le Conseil de sécurité, pousse ses pions dans ses sociétés satellites

comme l'OMS. Comme une pieuvre, elle glisse ses tentacules dans les espaces vacants de l'organisation et pousse ses candidats aux postes stratégiques.

Elle contrôle ainsi, de manière directe ou indirecte, la FAO (l'agence de lutte contre la faim dans le monde), la commission du développement industriel, celle des télécommunications internationales et l'OMS, qui après avoir été dirigée par une Chinoise l'est aujourd'hui par l'ami éthiopien de Pékin. Jusqu'à récemment, la Chine avait aussi la main sur la direction d'Interpol. Elle participe au maintien de la paix dans certaines missions des Nations unies, comme au Soudan du Sud, augmente ses contributions et tente d'imposer sa plume sur certains textes. «La Chine est en train de prendre le pouvoir à l'ONU», prévient un diplomate français qui y a longtemps séjourné, à New York.

Les Chinois se sont alliés à un bloc africain qui vote les résolutions qu'ils proposent aux Nations unies

Après avoir bataillé pour le contrôle des voies maritimes en mer de Chine ou l'accès à la technologie 5G, Pékin utilise les organisations internationales pour développer son influence et tenter d'imposer un nouvel ordre post-occidental. «Le but de la Chine est d'injecter une novlangue aux Nations unies et de détricoter les textes qui défendent les droits de l'homme, dont les Chinois affirment qu'ils sont issus de valeurs occidentales que nous leur avons imposées. Ils tentent de bâtir une coalition anti-droits de l'homme et anti-Occidentaux avec leurs alliés», affirme un diplomate français.

La connexion entre l'Éthiopie et la Chine a, quant à elle, plusieurs facettes. «Les Chinois se sont alliés à un bloc africain qui vote les résolutions qu'ils proposent aux Nations unies», explique Valérie Niquet, qui vient d'écrire pour la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) une étude à paraître consacrée au sujet*. Mais sur le continent africain, l'Éthiopie a toujours eu une place à part. La Chine entretient des liens étroits avec les dirigeants éthiopiens actuels, d'anciens marxistes. Les nombreux investissements réalisés dans le pays expliquent en grande partie son taux de croissance de 9 %. Pékin ayant aussi financé le siège de l'Union africaine, on ne s'étonne guère que le président de l'UA ait défendu l'OMS contre les attaques de Donald Trump. C'est grâce au soutien des Chinois qu'a été élu à la tête de l'OMS, en 2017, Tedros Adhanom Ghebreyesus, un ancien membre du Parti communiste. Premier Africain à la tête de l'OMS, il a évité toute critique à l'égard de la Chine. «Depuis, l'OMS a suivi pas à pas toutes les déclarations chinoises, les répétant comme un perroquet. L'OMS n'a pas joué son rôle mais c'est exactement ce que voulait Pékin. De la même manière, elle a refusé de redonner un siège d'observateur à Taïwan, ce qui était une exigence de la direction chinoise», poursuit Valérie Niquet.

La diplomatie humanitaire

Depuis la pandémie de Covid-19, Pékin mène une grosse offensive de soft power, qui s'appuie notamment sur la diplomatie humanitaire. La Chine, bien sûr, choisit des cibles qui servent ses intérêts. Quand elle envoie des médecins et des ventilateurs à l'Italie, elle cajole le principal pays qui, en Europe, soutient son projet de «nouvelles routes de la soie». Quand elle envoie des masques aux Pays-Bas, elle aide un pays qui doit décider en juin s'il s'ouvre ou non à la 5G de Huawei. La Chine tente aussi d'ériger son système en modèle de vertu et d'efficacité sur la scène internationale. Enfin, elle cherche à modifier son image et à blanchir sa réputation, ternie par l'opacité

qu'elle a fait régner pendant plusieurs semaines, permettant ainsi au virus de se répandre dans le monde, et par la manière violente avec laquelle elle a fait taire les lanceurs d'alerte chinois, comme le D^r Li Wenliang.

Mais les actions de la Chine, qui pour la troisième fois - Sras, grippe aviaire et Covid-19 - a exporté à l'étranger un virus né chez elle, se heurtent à des critiques de plus en plus vives dans le monde. Sa nomination, mercredi, dans une instance du conseil des droits de l'homme de l'ONU, a fait bondir des ONG. «Il est incohérent et immoral que l'ONU permette au gouvernement oppressif de la Chine de jouer un rôle clé dans la sélection de responsables qui façonnent les normes internationales des droits de l'homme et qui signalent les violations dans le monde», estime ainsi Hillel Neuer, le directeur d'UN Watch. Cela équivaut selon lui à faire «d'un pyromane le chef des pompiers de la ville».

Dans les organisations internationales, la Chine semble rentrer comme dans du beurre. «La sollicitude de nombreuses organisations internationales pour la Chine peut s'expliquer par son poids géopolitique, sa capacité à dire non et dans certains cas à former des coalitions de vote...», analyse le spécialiste François Godement pour l'Institut Montaigne. «Et il y a aussi l'espoir obstiné que Pékin contribuera davantage à l'avenir et fera preuve d'une souplesse accrue», poursuit-il.

Pourtant, les pays européens cachent de moins en moins leur irritation vis-à-vis de la Chine, accusée d'avancer ses pions et son influence sous couvert de diplomatie sanitaire, tout en cherchant à réécrire l'histoire de la pandémie sur son sol. Ils s'inquiètent aussi de la grande dépendance économique dans laquelle ils se sont placés vis-à-vis d'elle, notamment dans le domaine médical, masques et médicaments. Penser que la Chine peut changer est un vœu pieux pour Valérie Niquet. «L'image de la Chine est profondément écornée.

Je ne pense pas qu'elle réussira à convaincre de la supériorité de son modèle. On a donné à la Chine une place que le régime ne mérite pas, pensant qu'il pouvait changer alors que son but est de se maintenir au pouvoir. La Chine ne respecte aucune règle, elle ne joue pas le jeu.» Elle se désole de voir que la Chine et les États-Unis sont parfois mis sur un même plan. Il ne faut pas confondre selon elle les coupables. «Ce n'est pas l'Amérique qui a apporté le virus mais la Chine! Il faut désigner les vraies responsabilités. Quitte à créer pour cela un tribunal international !»

**«Un défi pour le multilatéralisme: l'instrumentalisation de l'Afrique par la Chine et ses conséquences sur les décisions de l'OMS»*

À voir aussi - Coronavirus: la Chine réécrit l'histoire